

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin\\_Registre de copies de lettres envoyées\\_CNAM FG 15 \(8\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à André Lecoq de Boisbaudran, 19 juillet 1865](#)

## Jean-Baptiste André Godin à André Lecoq de Boisbaudran, 19 juillet 1865

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (8)

Collation 3 p. (96r, 97v, 98r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à André Lecoq de Boisbaudran, 19 juillet 1865, Équipe du projet FamiliLettres (FamiliLettres de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 25/12/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45335>

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (FamiliLettres de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [19 juillet 1865](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Lecoq de Boisbaudran, André \(1831-1868\)](#)

Lieu de destination 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris

# Description

Résumé Sur la séparation des époux Godin-Lemaire et la liquidation de la communauté de biens. Godin communique à Lecoq de Boisbaudran le jugement du tribunal de Vervins sur la question des fruits de la communauté, qui exclut les brevets des biens de la communauté et qui lui semble rendu avec équité. Godin pense que son intérêt est de faire « éterniser » l'affaire et considère que la licitation en masse serait une affaire périlleuse, car il serait contraint de racheter l'usine pour exploiter ses brevets. Il veut provoquer des lenteurs dans la procédure pour continuer à développer l'usine et le Familistère malgré les avis contraires de Jules Favre et de Lecoq de Boisbaudran. Godin évalue ce qui reviendrait à Esther Lemaire du Familistère si la licitation intervenait dans 10 ans : 200 000 F sur 1 200 000 F. Godin demande à Lecoq de Boisbaudran si le tribunal peut se prononcer sur la possibilité de développer l'usine et le Familistère et il le prie d'attirer l'attention de Jules Favre sur le sujet.

## Mots-clés

[Brevets d'invention](#), [Consultation juridique](#), [Familistère](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Favre, Jules \(1809-1880\)](#)
- [Lemaire, Sophie Esther \(1819-1881\)](#)
- [Renouard \[monsieur\]](#)

Événements cités [Séparation des époux Godin et Lemaire \(1863-1877\)](#)

Lieux cités

- [Guise \(Aisne\) – Familistère](#)
- [Vervins \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Quir le 19 juillet 1855

A Monsieur Lucq de Bonborden

Monsieur

Voici un jugement rendu par le  
tribunal de Sarrebourg sur la question  
des fruits de la communauté et  
jugement ne donne pas complète satisfaction  
aux prétentions de mes adversaires  
mais il se prononce sur la question  
des fruits appartenant à la communauté  
M. Bonborden se prononce contre et dit  
il prétend que les fruits doivent rester  
la propriété de leur auteur et par  
cette question contravient le jugement  
qui pourrait rendre en justice  
rien n'est changé dans les dispositions  
hostiles de madame Godin je persiste  
plus que jamais à penser que je  
serai contraint à chercher à terminer  
cette affaire pour sauvegarder le  
plus possible les intérêts de ma famille  
pursuivant maintenant la liquidation  
en masse comme une affaire personnelle  
car madame Godin aide de vouloir de mes  
ennemis peut être le un moyen



de me former la main car il aura  
 besoin que je ne puis me passer  
 de reprendre l'usage pour continuer  
 l'habilitation des lettres que j'ai puis depuis  
 la demande et des modèles nous ena que  
 j'ai en en me formerait donc a payer  
 non seulement l'usage mais encore a qui  
 m'appartient en propre, je suis donc content  
 de faire l'usage l'usage en deux mots afin  
 de laisser a la spiritualité la crainte  
 de ma concurrence, on il faut trainer  
 la peine de l'écriture en l'écriture, dans un  
 dernier cas je prendrais une position bien  
 singulière dans cette affaire, je continuerais  
 comme par le passé a faire grandir  
 l'usage et a développer le Familistère  
 est de un fait que sur lequel j'ai  
 de nouveau votre attention malgré  
 l'usage que vous avez déjà donné ainsi  
 que le fait l'usage a une intention  
 double, lui en repartir de nouveau  
 et lui demander de la l'écriture en  
 pourrait pas de faire plus tard sur  
 les bases a qui analogues a celles  
 que vous m'avez indiquées mais plus  
 simples sans perdre de leur équité  
 je vais prendre pour exemple le  
 Familistère, au point de la demande  
 les constructions étaient écrites a mes  
 lettres pour les lettres sans je suppose



dit à ma lettre 19 juillet

que dans 10 ans la limitation  
arrivera et que le chiffre de ces constructions  
se soit élevé à 1200.000 francs  
est à dire que les constructions aient  
pris trois fois le développement qu'elles  
avaient au jour de la demande. ne  
devrait il pas, juste et simple de faire  
entendre à M<sup>re</sup> Gustin pour la moitié  
du tiers du produit de la vente comme  
étant sa part: puisqu'on pour de la  
demande il ne s'agit que pour 400.000  
puis autant de constructions faites de plus.  
Desquelles elle a droit à la moitié de la limitation  
pourrait obtenir ainsi rien ne m'arrêterait  
car que m'importerait alors que cela  
doit rendre bon marché quelque producteur  
et pourrais je marcher dans que je suis  
parallèle aujourd'hui dans tous mes mouvements  
de la même façon que M<sup>re</sup> Gustin vient  
de faire prononcer sur la question des faits  
ne pourrais je pas de même faire prononcer  
sur cette question ne pourrais je pas faire  
juger quel sort serait réservé aux intérêts qui  
je ferais sur les bords de la communauté  
pour par la nature de mes entreprises pour  
ne pas les laisser servir à les développer  
et à les compléter  
veuillez attacher sérieusement l'attention de  
M<sup>re</sup> Jules sur cette question  
agréz je vous prie mes sentiments distingués

Curry